

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _



Durée de l'examen

80 minutes

Nombre de pages de l'examen
(y compris page de garde)

20

Annexe(s)

Aucune

Nombre maximal de points

80

Points obtenus

Note

Solutions**Indications**

- Veuillez vérifier que les pages figurant dans la donnée correspondent au nombre de pages indiqué ci-dessus.
- Veuillez utiliser pour votre réponse exclusivement le recto des feuilles de l'épreuve / des solutions.
- Si nécessaire, veuillez utiliser des pages supplémentaires pour la rédaction de vos réponses. Seules les feuilles officielles sont admises. En cas de besoin, veuillez le signaler par un signe de la main au surveillant durant l'épreuve.
- Le fait de citer uniquement un article de loi ou d'ordonnance n'est pas une réponse suffisante (à moins que ceci vous soit expressément demandé).
- Les exercices peuvent être résolus dans un ordre à votre convenance. Le nombre maximum des points est indiqué pour chaque exercice. Des points sont aussi attribués pour des solutions partielles.
- Veuillez utiliser un stylo à bille ou à encre, un feutre « indélébile » ne devant pas s'effacer. La couleur rouge et le crayon à papier sont exclus.

Le collège d'experts**Date****Signatures**

Expert(e) 1

Expert(e) 2

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 1 : Conditions d'assurance (5 points)

Exercice

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles sont vraies ?

Vrai

Faux

☐☒

Pour obtenir une rente AI extraordinaire, la personne concernée doit justifier d'une période de cotisation d'au moins 3 ans.

☒☐

Henry Lüscher, de nationalité française, domicilié à Strasbourg (France), travaille depuis 10 ans à Bâle. Il gagne 4 000 francs par mois. Il est assuré auprès de l'AI.

☐☒

Nicole Tramelan, de nationalité suisse, née le 1^{er} janvier 2003, a grandi dans la ville de Zurich et n'est pas en mesure de travailler depuis la fin de sa scolarité obligatoire. Elle n'a jamais exercé d'activité professionnelle. Comme elle ne présente aucune période de cotisation, elle n'a pas droit à une rente AI.

☐☒

Les conditions d'assurance sont identiques pour toutes les prestations de l'AI.

☐☒

Robert Meier, de nationalité allemande, né le 19 octobre 1980, a résidé et travaillé à Berne de 2010 à 2015. En tant qu'employé, il a ainsi gagné 100 000 francs par an. Avant et après son séjour en Suisse, Robert Meier a travaillé comme ingénieur indépendant dans son appartement à Berlin. En 2020, on lui a diagnostiqué un cancer. Depuis lors, Robert est en incapacité de travail totale. Il ne peut pas prétendre à une rente AI en Suisse, car il n'est plus assuré.

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 2 : Organisation et procédure (5 points)

Exercice

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles sont vraies ou fausses ?

Vrai Faux



Pour lutter contre la perception injustifiée de prestations, les offices AI peuvent faire appel à des spécialistes.



Les offices AI peuvent uniquement confier des expertises pluridisciplinaires en externe.



L'office AI compétent statue sur toutes les prestations par voie de décision.



Les offices AI mettent en place des services médicaux régionaux composés de manière interdisciplinaire.



En règle générale, l'office AI compétent est celui qui dépend du territoire du canton dans lequel la personne assurée exerce son activité lucrative au moment de l'inscription.

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 3 : Indemnité journalière AI (5 points)

Exercice

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles sont vraies ou fausses ?

Vrai

Faux

☐☒

En cas d'interruption des mesures d'insertion, l'indemnité journalière continue d'être versée pendant 30 jours au maximum.

☒☐

Les assurés qui ont droit à une indemnité en vertu de la LAPG n'ont pas droit à l'indemnité journalière de l'AI.

☐☒

La personne assurée qui présente une incapacité de travail d'au moins 20% et qui doit attendre le début d'une reconversion a droit à une indemnité journalière pendant le délai d'attente.

☒☐

Les assurés qui sont en insertion pendant au moins trois jours non consécutifs au cours d'un mois ont droit à une indemnité journalière.

☐☒

L'assurance-invalidité peut déduire de l'indemnité journalière au maximum un tiers de la prime de l'assurance obligatoire contre les accidents non professionnels.

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 4 : Mesures médicales et moyens auxiliaires (11 points)**A) Mesures médicales****Situation initiale**

Lisa, 4 ans, souffre d'une malformation des pieds depuis sa naissance. En raison de la progression de la maladie, son médecin traitant lui recommande une intervention chirurgicale afin d'éviter les séquelles à long terme. Les parents de Lisa déposent une demande auprès de l'assurance-invalidité (AI) pour la prise en charge des coûts de l'opération et du traitement de rééducation qui s'ensuit.

Exercice 4.1 (2 points)

L'opération de Lisa peut-elle être prise en charge par l'AI ? Justifiez votre réponse et citez la base juridique correspondante.

Proposition de solution

Oui (0,5 point). Comme Lisa n'a que 4 ans, la disposition relative aux infirmités congénitales selon l'art. 13 LAI s'applique (0,5 point).

Annexe au RAI. La malformation congénitale des pieds (chiffre 180 de l'annexe de l'OIC) est considérée comme une infirmité congénitale (1 point).

Exercice 4.2 (2 points)

Citez la principale différence entre les mesures médicales selon l'art. 12 et l'art. 13 LAI.

Proposition de solution***Art 12. LAI***

Mesures visant directement l'intégration dans la scolarité obligatoire, dans la formation professionnelle initiale, dans la vie active ou dans le domaine d'activité (1 point).

Art. 13 LAI

Traitement des infirmités congénitales (1 point) selon l'ordonnance du DFI sur les infirmités congénitales (OIC).

Exercice 4.3 (2 points)

Les mesures médicales sont-elles limitées jusqu'à l'âge de 20 ans ? Justifiez votre réponse.

Proposition de solution

Non (1 point), les mesures médicales selon l'art. 12 LAI peuvent être accordées au plus tard jusqu'à l'âge de 25 ans, à condition que l'assuré participe à des mesures de nature professionnelle au moment de ses 20 ans (1 point).

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 4 : Mesures médicales et moyens auxiliaires (suite)

B) Moyens auxiliaires

Exercice

Répondez aux questions ci-dessous. Indiquez à chaque fois les bases légales.

Question 4.4 (1 point)

L'AI prend-elle en charge les coûts des moyens auxiliaires nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle ?

Proposition de solution

Oui (0,5 point), conformément à l'art. 21 al. 1 LAI (0,5 point).

Question 4.5 (1 point)

L'AI rembourse-t-elle les moyens auxiliaires pour les activités de loisirs même s'ils ne sont pas nécessaires à l'activité professionnelle ?

Proposition de solution

Oui (0,5 point), selon l'art. 21 al. 2 LAI y compris pour se déplacer, établir un contact avec l'entourage ou prendre soin de soi sans tenir compte de la capacité de gain (0,5 point).

Question 4.6 (1 point)

L'AI prend-elle toujours en charge la totalité des coûts d'un moyen auxiliaire, indépendamment de son prix ?

Proposition de solution

Non (0,5 point), selon l'art. 21quater al. 1 let. A et c LAI, le Conseil fédéral peut fixer des forfaits et des plafonds pour la prise en charge des coûts (0,5 point).

Réponse également correcte :

« Une version simple et adaptée ». Art. 21 al. 3 LAI

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - ____ - ____ - ____

Exercice 4 : Mesures médicales et moyens auxiliaires (suite)

Question 4.7 (1 point)

Une personne assurée a-t-elle droit à un nouveau moyen auxiliaire si l'ancien n'est plus le modèle le plus récent sur le marché ?

Proposition de solution

Non (0,5 point), selon l'art. 21 al. 3 LAI, l'AI remis les moyens auxiliaires dans une version simple et adaptée (0,5 point).

Question 4.8 (1 point)

Nommez un autre type de moyen auxiliaire basé sur une valeur monétaire.

Propositions de solution

- *Contributions aux coûts des prestations de tiers (0,5 point), art. 14 al. 1 let. C LAI (0,5 point)*
- *Contributions d'amortissement (0,5 point) art. 14 al. 1 let. D LAI (0,5 point)*
- *Montant du prêt (0,5 point) art. 14 al. 1 let. E LAI (0,5 point)*

Remarque concernant la correction

Une seule mention suffit, 1 point max.

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 5 : Détection précoce et intervention précoce (8 points)**Situation initiale**

Madame Bertold travaille comme employée de commerce au Département de la justice et de la sécurité. En raison de problèmes de dos, elle doit subir une opération. Elle sera absente pendant plusieurs semaines. Il n'est pas certain qu'elle ne souffrira plus après l'opération. Son médecin souhaite faire une déclaration correspondante de détection précoce auprès de l'office AI.

Exercice 5.1 (3,5 points)

Le médecin est-il autorisé à faire une déclaration de détection précoce ? Citez les personnes ou les services qui sont autorisés à faire une déclaration de détection précoce à l'office AI compétent.

Proposition de solution*Oui, (1 point)**Art. 3b LAI Déclaration*

- *Personne assurée et son représentant légal*
- *Les membres de la famille de la personne assurée vivant dans le même foyer que celle-ci*
- *Employeur de la personne assurée*
- *Médecins traitants et chiropraticiens de la personne assurée*
- *Assureur-maladie selon l'article 12 LAMal*

Remarque concernant la correction*La réponse « Oui » donne 1 point.**½ point par énumération correcte (max. 2,5 points)*

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 5 : Détection précoce et intervention précoce (suite)**Situation initiale étendue**

Après l'opération, Madame Bertold indique qu'elle travaillait à 70% en juin 2025, à 80% en juillet 2025 et qu'elle reprendra le travail à plein temps en août 2025. Elle remarque cependant que des douleurs apparaissent lorsqu'elle est en position assise. Elle a déjà un pupitre et se tient très bien debout, mais elle ne peut pas non plus rester debout toute la journée, il faut donc améliorer la situation. Son médecin lui a délivré un certificat attestant la nécessité d'un fauteuil de bureau spécial. Selon l'offre, celui-ci coûte 1 000 francs.

Exercice 5.2 (3,5 points)

Le fauteuil de bureau peut-il être financé dans le cadre de l'intervention précoce ? Quelles mesures peuvent être envisagées en matière de détection précoce ? Citez-en cinq.

Proposition de solution*Oui (1 point)**Art. 7d al. 2 LAI*

- a. Adaptations du poste de travail ;*
- b. Cours de formation ;*
- c. Placement ;*
- d. Orientation professionnelle ;*
- e. Réinsertion socioprofessionnelle ;*
- f. Mesures d'occupation.*

Remarque concernant la correction*La réponse « Oui » donne 1 point.**½ point par énumération correcte (max. 2,5 points)***5.3 Question complémentaire (1 point)**

Existe-t-il un montant maximal pour les mesures d'intervention précoce ?

Proposition de solution

Oui (0,5 p), le montant des mesures d'intervention précoce ne doit pas dépasser 20 000 francs (0,5 p) par personne assurée (art. 1octies RAI).

Remarque concernant la correction

La réponse doit comporter au moins un « oui » et « 20 000 francs ».

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 6 : Mesures professionnelles (12 points)**Situation initiale**

Marc Keller, né le 5 juin 1985, célibataire et sans enfant, a suivi une formation de menuisier. Après son apprentissage, il a travaillé six ans comme menuisier avant de décider de devenir chef monteur dans une entreprise de meubles. Son revenu s'élevait à 5 200 francs sur 13 mois. Le travail était difficile physiquement et exigeait de soulever fréquemment des charges lourdes et de rester debout pendant de longues périodes.

En octobre 2024, Monsieur Keller a été victime d'un grave accident qui a nécessité une opération. Malgré la réussite de l'opération, sa mobilité est restée réduite et il n'a plus pu exercer son ancienne activité. Après une période de rééducation de plusieurs mois, il a été déclaré en incapacité de travail totale à partir du 17 mars 2025. Son inscription à l'AI a eu lieu le 1^{er} mars 2025.

Dans le cadre de la réinsertion professionnelle, l'AI a recommandé une mesure d'intégration sous la forme d'un entraînement au travail, que Monsieur Keller a commencé à suivre à partir du 1^{er} avril 2025. Comme il ne pouvait pas reprendre son ancienne activité, on lui a promis un soutien pour sa réorientation professionnelle.

Pendant l'entraînement au travail, Monsieur Keller réfléchit à la suite de sa carrière. Il discute avec son spécialiste en insertion des autres possibilités de soutien offertes par l'AI. Comme il ne peut plus exercer son ancien métier, la question se pose de savoir si une reconversion est envisageable. Le revenu statistique moyen ESS (enquête suisse sur la structure des salaires) pour une activité comparable sans exigences professionnelles particulières s'élève à 60 200 francs en 2025.

Question 6.1 (3 points)

Quelles prestations l'AI peut-elle fournir en rapport avec le placement ? Citez-en trois.

Propositions de solution

Placement (1 point), placement à l'essai (1 point), location de services (1 point), allocation d'initiation au travail (1 point)

Remarque : 3 points max.

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 6 : Mesures professionnelles (suite)

Question 6.2 (2 points)

Monsieur Keller a-t-il droit à des mesures de reconversion ? Justifiez votre réponse.

Proposition de solution

Oui (1 point), Monsieur Keller a droit à une reconversion, car il a terminé sa formation professionnelle et ne peut plus exercer son ancienne activité pour des raisons de santé. (1 point).

Question 6.3 (2 points)

Monsieur Keller souhaite se reconvertir en économiste d'entreprise ES. L'AI peut-elle approuver cette formation ? Si non, pour quelle raison ?

Proposition de solution

Non (1 point). L'activité souhaitée en tant qu'économiste d'entreprise ES n'est pas équivalente à son activité initiale de menuisier CFC (1 point).

Question 6.4 (1 point)

Jusqu'au début de la mesure de reconversion professionnelle, Monsieur Keller perçoit une indemnité journalière de l'assurance-accidents conformément à la LAA. Dans ce contexte, qu'est-ce que l'AI doit prendre en compte pour le calcul de l'indemnité journalière ? Citez l'article de loi concerné.

Proposition de solution

Il existe un droit acquis correspondant au montant de l'indemnité journalière LAA, art. 24 al. 4 LAI (1 point).

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 6 : Mesures professionnelles (suite)

Question 6.5 (4 points)

Dans l'étude de cas ci-dessus, quels sont les coûts/prestations pris en charge par l'AI dans le cadre de la mesure professionnelle ? Il convient d'énumérer séparément tous les coûts/prestations devant être pris en charge par l'AI.

Proposition de solution

- *Tous les coûts de reconversion (1 point)*
- *Indemnité journalière AI (1 point)*
- *Frais de déplacement (1 point)*
- *Indemnité pour les repas pris à l'extérieur (1 point)*

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 7 : Rente (18 points)**Situation initiale**

Les sœurs Anna, Bettina, Chantal et Doris Gebhardt sont parties en vacances ensemble à l'étranger. Elles ont toutes les quatre contracté une maladie exotique grave. Comme vous êtes amie avec Anna, vous conseillez maintenant les quatre sœurs. Les sœurs commencent à manquer d'argent. Jusqu'à présent, elles ont réussi à s'en sortir grâce à leurs économies. Anna, Bettina et Chantal n'ont pas encore fait valoir de droits.

Exercice 7.1 (7 points)

Évaluez ci-dessous si les sœurs Anna, Bettina et Chantal pourraient remplir les conditions afin de bénéficier d'une rente AI.

- a) Anna Gebhart, citoyenne suisse, domiciliée à Berne, née le 16 mars 1959, en incapacité totale de travail pour toute activité depuis le 10 février 2024. Anna pourrait-elle remplir les conditions nécessaires pour bénéficier d'une rente AI ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Proposition de solution

Non (1 point).

Anna a dépassé l'âge de référence (1 point).

- b) Bettina Gebhart, citoyenne suisse, domiciliée à Berne, née le 19 octobre 1975, en incapacité de travail de 60% pour toute activité du 16 février 2024 à mai 2025. En juin 2025, elle reprend le travail, de nouveau à temps plein. Bettina pourrait-elle remplir les conditions nécessaires pour bénéficier d'une rente AI ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Proposition de solution

Non (1 point). D'après les faits, elle ne s'est pas encore inscrite (1 point). Le droit à la rente prend naissance au plus tôt 6 mois après l'inscription (1 point). À partir de juin 2025 ou à la date la plus proche possible du début de la rente, Bettina est de nouveau en bonne santé (1 point).

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 7 : Rente (suite)**Exercice 7.1 (suite)**

- c) Chantal Gebhart, citoyenne suisse, domiciliée à Berne, née le 10 octobre 1970, en incapacité de travail de 40% pour toute activité depuis le 18 février 2024. Chantal pourrait-elle remplir les conditions nécessaires pour bénéficier d'une rente AI ?

Proposition de solution*Oui, (1 point).***Question 7.2 (4 points)****Situation initiale**

Doris Gebhart est une citoyenne suisse domiciliée à Berne, née le 13 janvier 1977, qui gagnait 6 000 francs sur 13 mois jusqu'au 31 décembre 2024. Au 31 décembre 2024, elle a perdu son emploi en raison de sa maladie, c'est pourquoi elle s'est inscrite à l'AI le 14 décembre 2024. Le 1^{er} janvier 2025, elle aurait dû obtenir une augmentation de salaire. Celle-ci aurait représenté 5 000 francs par an. Heureusement, elle a trouvé un nouveau poste à 40%. Le 1^{er} février 2025, elle a commencé son nouveau travail et gagne actuellement 2 730 francs sur 12 mois.

Elle s'inscrira à l'AI le 1^{er} juillet 2025.

Incapacités de travail (s'applique à toutes les activités) :

- Du 15 février 2024 au 7 août 2024, 50% d'incapacité de travail
- Du 8 août 2024 au 10 octobre 2024, 55% d'incapacité de travail
- Depuis le 11 octobre 2024, 60% d'incapacité de travail

Exercice

Déterminez le taux d'invalidité de Doris. Indiquez les différentes étapes du calcul.

Proposition de solution

Revenu de validité : 6 000 francs x 13 + 5 000 francs = 83 000 francs (1 point)

Revenu d'invalidité : 2 730 francs x 12 = 32 760 francs (1 point)

(Pertes de gain = 50 240 francs)

(83 000 francs - 32 760 francs) : 83 000 francs x 100 = 60,53% (1 point)

Après un arrondi mathématique au pourcentage près, cela donne un taux d'invalidité de 61% (1 point).

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 7 : Rente (suite)**Question 7.3 (1 point)**

À quelle rente Doris a-t-elle droit et quelle est la méthode applicable ici pour déterminer le taux d'invalidité ?

Proposition de solution

61% d'une rente d'invalidité totale (0,5 point). Méthode générale (0,5 point)

Question 7.4 Élargissement des faits (6 points)

En raison de sa bonne collaboration, Doris se voit promettre une augmentation de salaire. À partir de janvier 2026, elle doit obtenir 5% d'augmentation de salaire chez son nouvel employeur. Son ancien employeur a toujours été avare et n'aurait jamais accepté deux augmentations de salaire en l'espace de cinq ans. Comment l'augmentation future des salaires influencera-t-elle la rente ? Indiquez les différentes étapes du calcul et justifiez votre réponse.

Proposition de solution

Revenu de validité : 6 000 francs x 13 + 5 000 francs = 83 000 francs (1 point)

Revenu d'invalidité : 2 730 francs x 12 x 1,05 = 34 398 francs (1 point)

(Pertes de gain = 48 602 francs)

(83 000 francs - 34 398 francs) : 83 000 francs x 100 = 58,56% (1 point)

Après un arrondi mathématique au pourcentage près, cela donne un taux d'invalidité de 59% (1 point).

Le taux d'invalidité ne sera pas modifié d'au moins cinq points de pourcentage (art. 17 al. 1 let. A LPGA) (1 point).

Il n'y aura donc pas d'ajustement de la rente (1 point).

Remarque concernant la correction

L'arrondi n'a pas besoin d'être cité nommément, si le résultat intermédiaire est directement arrondi correctement. Les candidats qui omettront d'arrondir au pourcentage près n'obtiendront pas la totalité des points. La mention explicite de l'art. 17 al. 1 let. A LPGA n'est pas nécessaire pour obtenir le nombre maximal de points.

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 8 : Allocation pour impotent (16 points)**Situation initiale**

Kevin Zhalter est bénéficiaire d'une rente AI depuis plusieurs années. En raison d'une aggravation de son état de santé, il a désormais demandé une allocation pour impotent. Il a signé sa demande le 10 janvier 2025 et l'a d'abord laissée sur son bureau. Ce n'est que le 28 février 2025 qu'il a remis sa demande à la Poste suisse.

Lors de l'enquête du 20 mars 2025, le service d'enquête est parvenu à la conclusion que Kevin Zhalter est limité comme suit :

- Depuis février 2022, il a besoin d'aide pour prendre un bain.
- Depuis février 2022, il a besoin d'aide pour se coiffer et se raser.
- Depuis janvier 2023, il a besoin d'aide pour s'habiller.
- Depuis janvier 2023, il a besoin d'aide pour se déshabiller.

Exercice 8.1 (8 points)

Kevin Zhalter a-t-il droit à une allocation pour impotent ?

Si oui, pourquoi, à quel degré et à partir de quand ?

Si non, pourquoi ?

Citez les bases juridiques de la LAI ou du RAI.

Proposition de solution

Oui (1 point), droit à une allocation pour impotent de faible degré (1 point)

Selon l'art. 37 al. 3 let. A RAI (1 point),

Puisque des restrictions sont présentes dans deux dispositifs de la vie quotidienne (1 point).

La date d'ouverture des droits est le 1^{er} février 2024 (1 point), car il s'agit d'une inscription tardive (1 point)

Conformément à l'article 48 al. 1 LAI (1 point).

La date de dépôt à la Poste du 28 février 2025 est déterminante (1 point).

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 8 : Allocation pour impotent (suite)**Question 8.2 Premier élargissement des faits (2 points)**

Le gestionnaire compétent communique à l'assuré la décision prévue au moyen d'un préavis. Cette manière de faire est-elle la bonne ? Citez la disposition pertinente de la LAI.

Proposition de solution

Oui (1 point), art. 57a al.1 LAI (1 point)

Question 8.3 Deuxième élargissement des faits (3 points)

Kevin Zhalter n'est pas d'accord avec l'évaluation de l'office AI. Il indique par téléphone qu'il faut aussi tenir compte de l'accompagnement dont il a besoin dans la vie pratique. Le service d'enquête se penche à nouveau sur la question et donne finalement son accord à l'assuré. À partir de janvier 2023, l'accompagnement dans la vie pratique est également reconnu.

La reconnaissance supplémentaire de l'accompagnement dans la vie pratique change-t-elle quelque chose à la décision prévue de l'office AI (exercice 8.1) ? Si oui, dans quelle mesure ? Si non, pourquoi ? Indiquez la base juridique.

Proposition de solution

Oui (1 point), désormais allocation pour impotent de degré moyen (1 point) selon l'art. 37 al. 2 let. C RAI (1 point).

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Exercice 8 : Allocation pour impotent (suite)

Question 8.4 Questions complémentaires Allocation pour impotent (3 points)

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles sont vraies ? Une seule bonne réponse par affirmation.

Vrai

Faux

☐☒

Les conditions nécessaires pour bénéficier d'une allocation pour impotent sont identiques dans le cadre de l'AVS et de l'AI.

☐☒

Le fait qu'une personne ait grandi dans un foyer pendant son enfance exerce une influence ultérieure sur le droit à une allocation pour impotent à l'âge adulte.

☐☒

Le montant de l'impotence est divisé en trois niveaux dans l'AI. Actuellement, les montants s'élèvent à 252 francs (impotence de faible degré), 630 francs (impotence de degré moyen) et 1 008 francs (impotence de degré grave).

1 point par bonne réponse

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - _ _ _ - _

Tâche n° :

Nombre de points obtenus :

Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)

Numéro du/de la candidat(e)

F - 25 - ____ - ____ - ____

Tâche n° :

Nombre de points obtenus :